

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1978 - N° 741

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Arrachés des geôles d'Argentine

La campagne de grande ampleur débutée pendant la coupe du Monde de foot-ball a sensibilisé largement l'opinion publique. Tous ceux qui condamnent et luttent contre la dictature du bourreau argentin Videla se réjouissent de la libération des quatre prisonniers français, arrachés des geôles par la large mobilisation entreprise notamment par les COBA. La manifestation organisée contre sa présence à Rome témoigne de la large sensibilisation populaire. Videla n'arrive plus à masquer ses crimes sanglants ; il doit faire quelques «gestes».

Evidemment, Barre et consorts essayent de porter à leur crédit, la libération des quatre prisonniers. Ils aimeraient faire oublier leur soutien à la dictature argentine, la répression des démocrates qui luttent (les interdictions des manifestations appelées par le COBA par exemple) ; et aussi les ventes d'armes à la junte fasciste d'Argentine.

Quatre hommes ont été arrachés des griffes sanglantes de Videla. Des milliers d'autres y demeurent. Des Français, des Argentins, d'autres encore... Le combat continue.

## Rambouillet, mission Fabre, conseil des ministres, négociations CNPF - patronat

# LE CHOMAGE S'AGGRAVE



## IRAN : LE MOUVEMENT POPULAIRE S'ÉTEND

# 500 000 A TEHERAN CONTRE LA DICTATURE



Pour la première fois depuis 25 ans, une manifestation gigantesque a parcouru les rues de Téhéran. Pendant plus de dix heures, 500 000 manifestants ont crié leur haine de la dictature. Lire en page 9

La bourgeoisie s'agite pour faire croire qu'elle se préoccupe de l'emploi ; résultat : des dizaines de milliers de chômeurs en plus

Par ailleurs, les discussions vont bon train pour porter de nouveaux coups aux maigres indemnités que touche à peine 1 chômeur sur deux.

En cette rentrée catastrophique pour les familles ouvrières, la question de la lutte contre le chômage est inscrite à l'ordre du jour.

## Radio-Mirabelle saisie par la police

Un animateur de «Radio-Mirabelle» se présente aux élections partielles de Nancy le 17 septembre. Il est soutenu par SOS Environnement et Jean-Claude Delarue.

La nuit dernière, la police s'est présentée au domicile de son suppléant pour y effectuer une perquisition. Tout le matériel radio qui se trouvait dans l'appartement a été saisi. Cette attaque intolérable s'inscrit dans la lignée des actions policières contre les radios-libres.

Voir page 6

## Rien à attendre de Camp David

Mardi soir, près de Washington, Sadate et Begin se rencontreront une fois encore sous la houlette de Carter sans l'accord du peuple palestinien et contre ses intérêts et ceux des autres peuples arabes pour négocier une paix séparée au Proche Orient.

Quelles que soient les compromissions supplémentaires de Sadate, et les pressions de Carter sur Begin, les faits sont là : l'agression sioniste se poursuit au sud-Liban de même que l'implantation sioniste en Cisjordanie n'est pas remise en cause. Le sommet de Camp David risque d'être la preuve finale de l'échec de la politique de compromis inaugurée par Sadate en novembre 77.

## Accord Peugeot-Citroën avec Chrysler

Une confirmation de la place intermédiaire de la France dans la hiérarchie capitaliste, et non «une grande victoire», comme certains le chantent.

Lire notre dossier en page 2

## PTT, «service public» : la fin d'un mythe

«Les PTT doivent faire du profit», telle est la conclusion du rapport Nora, publié avant l'été. Séparer la Poste et les Télécoms, privatiser ensuite ce dernier, un des secteurs les plus rentables de l'économie française. Pour cela, une autonomie rapide, et la remise en cause des avantages acquis pour les postiers, y compris de la garantie de l'emploi. Une attaque de grande ampleur.

Voir page 5

## Fournès : les paysans contre le fluor

La semaine dernière, les paysans du village gardois de Fournès, en ont eu assez de voir leurs abricotiers et leurs vignes mourir du fluor du fluor déversé par l'usine «la céramique du midi». Ils ont barré tous les accès à l'usine. Un combat pour leur vie, leur travail, leur pays.

Voir page 7



## Accord Peugeot - Citroën avec Chrysler

# LE «REDEPLOIEMENT» DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Par Michel FLORAC

De passage à Paris mercredi, Umberto Agnelli, patron de la Fiat, a démenti les bruits de rapprochement entre son groupe et Peugeot. Il est vrai que, ces derniers temps, la firme de Sochaux a déjà largement assez défrayé la chronique par les fusions qu'elle a opérées : à peine l'absorption de Citroën était-elle digérée que, cet été, on apprenait le rachat par Peugeot de l'ensemble des usines Chrysler en Europe. Il s'agirait non seulement des usines Simca, aux mains des Américains depuis plusieurs années, mais aussi des ateliers situés en Grande-Bretagne et en Espagne.

Les voyages européens de Monsieur Agnelli ne sont pourtant pas innocents : en même temps qu'il niait tout projet commun avec Peugeot, il faisait état d'autres mariages possibles : avec le suédois Volvo, avec la SEAT espagnole... une nouvelle péripétie dans la bataille que se livrent pour le marché mondial de l'automobile, des trusts de plus en plus géants.

Juste avant le 15 août, alors que nombre de travailleurs de l'automobile étaient en congé, était publié le communiqué des directions du groupe Peugeot-Citroën et de Chrysler annonçant le rachat des filiales européennes du groupe américain par Peugeot. Avec une production de 2,3 millions de véhicules, le nouveau groupe Peugeot-Citroën-Chrysler devient le quatrième constructeur automobile du monde et le premier européen.

S'agit-il comme beaucoup l'ont dit d'une grande victoire de la France dans la bataille économique que se livrent les trusts à l'échelle internationale ou bien au contraire comme le souligne le PCF d'une mainmise des monopoles US sur l'industrie automobile française ? Une telle opération des capitalistes de l'automobile sera-t-elle, comme le prétend la direction Peugeot-Citroën sans conséquence pour les travailleurs ? Les syndicats de la FIOM (Fédération Internationale des Ouvriers de la Métallurgie), à laquelle appartient la CFDT se sont réunis le 30 août à Genève pour examiner la situation.

### UNE OPÉRATION DE 2 MILLIARDS

Chrysler est une société américaine qui produisait 3 millions de véhicules (1,7 millions aux USA et 1,3 millions à l'étranger). Il était le troisième constructeur américain et mondial (après General Motors et Ford). La plus grosse part de sa production à l'étranger était le fait des filiales en France (Simca-Chrysler) en Angleterre (Chrysler United Kingdom) et en Espagne (Chrysler Espana) qui sont maintenant passées sous le contrôle de Peugeot-Citroën. Ainsi la capacité de production du groupe français s'accroît de 750 000 véhicules par an, ce qui lui permet de dépasser Renault (de 500 000 véhicules par an).

Pour payer la facture Peugeot va verser 230 millions de dollars (soit environ 1 milliard de francs lourds) en contrepartie des filiales anglaises et espagnoles et Chrysler et remettre 1,8 millions d'actions Peugeot (soit également 1 milliard de francs) pour payer la reprise de Simca-Chrysler. Ainsi Chrysler devient propriétaire de 15,5 % du capital du groupe Peugeot-Citroën.

Il faut noter que Peugeot, en même temps que les sociétés automobiles de Chrysler-Europe rachète les sociétés de distribution en Europe et deux sociétés

immobilières en Grande-Bretagne et en RFA.

### UNE NOUVELLE PHASE DE LA CONCENTRATION DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les débuts de la récession dans le monde capitaliste ont été marqués par une chute importante de la production automobile (beaucoup plus importante d'ailleurs aux USA et en RFA qu'en France). En 1974 Citroën a crié misère et en décembre, en même temps que le rapprochement Berliet-Saviem était réalisé, Peugeot prenait une participation de 38 % dans le capital de Citroën et contrôlait ainsi le groupe «à 2 chevrons». L'État mettait un milliard de francs dans la corbeille de mariage. Deux ans plus tard, Peugeot porte sa participation à 90 % ; Michelin qui était le principal actionnaire de Citroën se retire et reçoit 12 % du capital de Peugeot (la famille Peugeot garde alors 40 % des actions).

Ainsi, alors qu'après la guerre il y avait une dizaine de constructeurs automobiles en France, ce nombre se trouve réduit en 1976 à 3 : Renault, Peugeot-Citroën et Simca-Chrysler.

Le phénomène de concentration vient de franchir une nouvelle étape par l'opération actuelle : il n'y a plus en France que deux groupes dans l'automobile : Renault et Peugeot-Citroën-Chrysler.

### L'AUTOMOBILE, LE FLEURON DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE !

Grâce à cette concentration et aux rationalisations qu'elle a rendues possibles, grâce à une exploitation renforcée des travailleurs de l'automobile, grâce à une politique commerciale et publicitaire très active, l'industrie automobile française a relative-



ment vite surmonté la récession et amélioré ses positions sur le plan international notamment en Europe (voir l'évolution de la production en 10 ans.) On peut dire que l'économie française s'est «spécialisée» dans la production automobile depuis 10 ans. La moitié de la production est exportée (soit 13 % du total de nos exportations). Lorsqu'une voiture est importée en France, 2,4 voitures sont exportées (soit un «taux de couverture» de 240 %). Cela rapporte 16 milliards de francs, c'est-à-dire près du tiers de la «facture pétrolière».

Ce secteur emploie directement près de 450 000 personnes, dont un très grand nombre d'immigrés dans les postes d'O.S. Si l'on y ajoute plus de 500 000 emplois dans la production d'équipement automobile (sous traitants) on atteint près d'1 million de personnes. Mais l'automobile, c'est aussi des garages, la construction des routes, les chauffeurs routiers... les taxis. Au total, 2 millions d'emplois sont liés à l'automobile, c'est-à-dire 1 emploi sur 10. On retrouve ce pourcentage pour la place de l'automobile dans les recettes fiscales de l'État.

### UNE PLACE INTERMÉDIAIRE DANS LA HIÉRARCHIE IMPÉRIALISTE

Cette vitalité de l'industrie automobile doit-elle être considérée comme le signe d'un renforcement économique de l'im-

périalisme français ? C'est ce que tous les «coccinicos» de la presse gouvernementale tentent de faire croire. Mais les choses ne sont pas si simples.

Car, lorsqu'une économie se spécialise dans un domaine, cela signifie qu'elle s'affaiblit vis-à-vis de ses concurrents dans d'autres domaines. Et la liste des secteurs où les positions de l'impérialisme français sont fragiles est riche d'enseignements. Elle comporte deux ensembles très différents : d'une part des secteurs très anciens et «dépassés» dans lesquels l'industrialisation du Tiers Monde introduit de plus en plus une vive concurrence : textile, cuir, sidérurgie, chimie de base. Mais d'autre part les secteurs de haute technologie : électronique, «notamment les composants» informatique, nucléaire, aéronautique. Non pas que ces secteurs soient délibérément «bradés» aux Américains comme le dit le PCF mais parce que l'impérialisme français n'a pas des marchés suffisants pour mettre en valeur de façon rentable ses productions.

Comment se situe l'automobile dans cette hiérarchie des productions ? Dans une position intermédiaire : celle d'une production de masse d'un bien dont la consommation croît moyennement vite et utilisant une technologie moyenne. Mais il faut ajouter que la production automobile n'est pas homogène sur le plan technologique. Elle comporte des tâches «banales» n'exigeant pas de main-d'œuvre qualifiée : le montage, mais aussi des productions de «haut de gamme», les équipements électroniques qui se développent dans les modèles les plus modernes et surtout la production des moyens de production automobile. Dans ce domaine sont produits de plus en plus de machines automatiques, de robots électroniques nouvelles générations de machines qui complètent ou remplacent les machines-transfert mises au point dans les années 50. Entre les tâches banales et le «haut de gamme» il y a toute une série d'opérations de technologie moyenne, notamment

toutes les tâches de production des organes mécaniques.

Le développement depuis près de vingt ans d'usines de montage dans des pays peu industrialisés et la faiblesse de l'économie française dans l'électronique de pointe constituent deux faits qui conduisent à penser que la construction automobile française se développe principalement dans les tâches de production de moyenne technologie. L'accord passé entre Peugeot-Citroën et Chrysler-USA pour la fourniture de 400 000 «transmissions cinétiques» à la firme américaine est une première confirmation de la «spécialisation» dans ce créneau. Une autre preuve est à trouver dans le fait que Renault pour s'engager dans la voie des recherches technologiques de pointe, a dû passer un accord avec le groupe américain Bendix. Enfin Peugeot-Citroën attend, semble-t-il, beaucoup de son rapprochement avec Chrysler pour bénéficier également des innovations qui marqueront l'automobile d'après 1980. Car Chrysler s'engage dans un vaste programme de recherches ; on parle d'un budget de 7,5 milliards de dollars (soit plus de 30 milliards de francs lourds !). Programme que Chrysler finance en partie en vendant certaines de ses filiales à l'étranger : Chrysler-Europe, mais aussi les filiales turques, brésiliennes et sud-africaines.

On devrait donc assister dans les années à venir à une division du travail à l'échelle internationale à l'intérieur de la production automobile : les tâches les plus «évoluées» chez les géants américains (et japonais), les autres tâches dans les pays impérialistes moins développés ou dans le Tiers Monde. Or, division internationale du travail, signifie développement des liens de domination. C'est pourquoi l'opération réalisée par Peugeot-Citroën n'est pas, comme certains voudraient nous le faire croire, une «grande victoire» mais la confirmation de la place intermédiaire de la France dans la hiérarchie impérialiste.

Evolution de la demande mondiale depuis 1960 (taux de croissance annuel)

1. Croissance forte		2. Croissance moyenne	
Informatique	13,4	Matériel télécom.	7,6
Matières plastiques	12,5	Pneus-caoutchouc	7,2
Composants électroniques	12,3	Essence	7,0
Optique	11,6	Mécanique générale	6,6
Chimie organique	11,4	Automobile	6,1
Appareils électroniques	9,1		
Machine outils	8,3		
Grosse chaudronnerie	8,2		

Source : croissance mondiale et spécialisation GEPI 1976



# BARRE ATTAQUE LES TRAVAILLEURS SUR TOUS LES FRONTS

● A quelques jours de la rentrée scolaire, vous vous demandez sans doute comment vous arriverez à vous sortir de tous les frais qu'elle occasionne. Vous pensez déjà à la dernière tranche des impôts à payer sous peu. Aux quatre coins du pays, le chômage augmente à grande vitesse, des milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail commencent déjà à désespérer d'en trouver. Les salaires ? Barre hurle au scandale, parce qu'ils auraient trop augmenté au deuxième trimestre, et enjoint à son ministre de l'Économie de réprimer par des mesures économiques appropriées les entreprises qui se relâcheraient du côté des salaires. A la veille de cette rentrée, si dure pour la masse des travailleurs, c'est la même politique, encore aggravée, que le premier ministre nous promet, deux ans après le premier plan Barre !

Vous qui touchez encore moins de 2 000 F par mois, malgré les augmentations du SMIC dont on fait grand bruit, pensez-vous vraiment que vos salaires ont augmenté de 5 % pendant le deuxième trimestre de cette année ? Dans le même temps, les hausses officielles reconstruites par l'indice truqué du gouvernement atteignent presque le même pourcentage ! Pourtant, Barre insiste de nouveau pour qu'on en reste à un « strict maintien du pouvoir d'achat », menace de sanctions les entreprises qui lâcheraient quelques augmentations ! Et pour faire passer ce blocage des salaires, il fait planer la menace du chômage : « Cette modération est indispensable pour une amélioration de la situation de l'emploi ». Si vous tenez à garder votre travail, vous n'avez donc pas intérêt à

réclamer des augmentations !

Pas question non plus de revendiquer une diminution des horaires : Barre s'y refuse, à moins que d'accepter une diminution équivalente du salaire !

Mais ce n'est pas tout. On nous promet d'ici peu une augmentation des impôts. Bien sûr, on prend la précaution de préciser que ces augmentations toucheront prioritairement les hauts revenus. Mais on a l'habitude de ces précautions de style : à chaque fois, c'est bien l'ensemble des travailleurs qui sont touchés par ce genre de mesure.

Impôts directs, mais aussi nouvelles taxes et augmentations des impôts indirects. Pendant plusieurs semaines, on nous a fait tout un cinéma sur la baisse de l'essence. Fina-



lement, il n'y en a pas eu, et voici qu'on commence à nous parler d'une prochaine hausse ! Croit-on amuser longtemps la galerie avec ces hésitations qui n'en sont pas ? D'autant plus qu'il est aussi question d'instaurer une taxe sur les auto-radios, après qu'on ait supprimé celle sur les radios : cadeau royal, puisque plus grand monde ne la payait. Et dans la foulée, nouvelle augmentation du tabac, des alcools...

Ces limites draconiennes étant fixées, le patronat peut bien convoquer les syndicats pour discuter du

chômage ou des augmentations de salaires ! Les négociations précédentes se sont traduites par des accords lamentables, on est toujours aussi loin du compte. L'ouverture sociale, on voit de mieux en mieux à quoi elle ressemble. Des négociations tous azimuts, d'accord, mais qui ne nous apportent rien. Alors, il ne reste pas 50 solutions. Les luttes de mai-juin ont été une première riposte. Après deux mois d'été qui ont laissé en l'état tous les problèmes, après les déclarations d'austérité renforcée de Barre, il n'y a qu'une solution, la lutte.

## Des MIG à Reims

Pendant plusieurs jours, des pilotes de chasse soviétiques vont parader en France. Six MIG 23 vont en effet stationner à la base aérienne de Reims à partir de mercredi. Selon le chef du groupe, il s'agit d'une visite de courtoisie qui s'inscrit dans le cadre des relations entre l'escadrille française Normandie-Niemen et son homologue russe. Ce n'est pas la première fois que des unités militaires soviétiques se rendent en France. La télévision française en a profité pour diffuser un long reportage sur l'aviation soviétique, présentée comme uniquement défensive et soucieuse de paix et de fraternité entre les peuples.

Que les Soviétiques en soient pilotes ou instructeurs, ce sont aussi des MIG de l'armée russe qui bombardent au napalm les combattants érythréens et qui interviennent dans d'autres points du globe au service des visées hégémoniques du nouvel impérialisme russe.

## Gaullistes d'opposition : de la gauche vers le RPR

Résolument hostiles au pouvoir giscardien, les gaullistes regroupés dans l'Union des Gaullistes de Progrès (UGP) n'avaient pas hésité à passer un certain nombre d'accords avec la gauche au moment des législatives. Leur secrétaire général, Dominique Gallet, avait même vu le candidat du PCF, dans le Val d'Oise, se retirer à son profit. C'était l'époque où certains à gauche parlaient à propos des gaullistes de « quatrième composante » de l'Union de la gauche. Les choses ont bien changé. Le conseil de l'UGP vient de prendre acte du fait que « les querelles perpétuelles des états-majors de la gauche ont tué l'Union ». Les conséquences viennent immédiatement : considérant que « la priorité est de combattre le processus de liquidation de la nation engagé par le pouvoir avec la complaisance de certains hommes qui se prétendent de gauche », l'UGP est prête, pour les élections européennes, à participer « à une liste dans la perspective gaulliste ». Pour ce, Dominique Gallet, le candidat soutenu par le PCF en mars, a déjà pris contact avec le RPR.

## Sud-Radio aux ordres

La « giscardisation » des médias continue. Depuis qu'il a été nommé président de la SOFIRAD, l'ancien conseiller de Giscard, Xavier Gouyou-Beauchamps fait progressivement le ménage dans les différentes radios périphériques qu'il contrôle. Après Radio Monte-Carlo, c'est Sud Radio qui est touchée. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, un nouveau directeur adjoint a été nommé. Par contre, le poste de directeur de l'information et des programmes a été supprimé, entraînant la « démission » de son titulaire, jugé « peu sûr ».

# LA RENTRÉE DES PARTIS

## 2 - Le PS à la recherche de son nouveau visage

● « Au sein de la gauche, il est évident que la polémique va se poursuivre (...) dans les trois ans qui viennent ».

Ce jugement sans illusion était porté fin juillet par *La Nouvelle Revue Socialiste* dont le directeur n'est autre que Mitterrand soi-même. Jusqu'à aujourd'hui, l'actualité ne l'a pas fait mentir. Avec le PCF, en effet, la polémique va bon train même si celle-ci avait connu un certain relâchement au moment des élections partielles de Seine-Saint-Denis et du Gers à l'occasion desquelles la gauche avait un candidat commun. Une des dernières illustrations nous en est donnée par le communiqué publié par le Parti de Mitterrand à l'occasion du meeting convoqué le 29 août Porte de Pantin, qualifié d'« opération de façade » et affirmant que Marchais avait « tout fait en mars dernier pour maintenir en place les pouvoirs de la droite et les représentants du grand capital ».

A de nombreuses reprises, le PS a souligné les convergences existant selon lui entre le RPR et le PCF. Certes la polémique a pour fonction au PS comme au PCF de travailler à la construction d'un rapport de force qui lui soit plus favorable. Mais elle sert aussi dans les deux partis à tenter de détourner les militants des questions qu'ils se posent sur leur propre formation. En apparence pourtant, les rivalités entre les courants traditionnels du PS semblent marquer le pas. Il est vrai

que le CERES, qui joue d'ordinaire un rôle non négligeable dans l'animation de ces polémiques, est lui-même en proie à un débat assez vif. Il ne faudrait pas toutefois se laisser abuser par les déclarations d'allégeances au Premier secrétaire de Mauroy, numéro deux du PS. L'insistance du maire de Lille à vouloir que se définisse un code régissant les rapports entre les courants en témoigne.

Il est vrai cependant que l'agitation interne est pour le moment plutôt pola-

risée par les féministes du « courant 3 ». Celles-ci ont été reçues fin juillet par Mitterrand en personne. Cette visite n'a apparemment pas permis de faire accepter à Mme Gaspard, porte-parole de ce troisième courant, qu'il n'y ait que 30 % de femmes sur les listes de candidats au parlement européen. Il semble même qu'elles redoublent d'énergie pour faire signer parmi les adhérents une pétition exigeant que ce quota soit porté à 50 %. Ne voulant pas être en reste, des jeunes du PS à qui il ne déplaît pas trop qu'on les dise proches de Rocard essayent de mettre sur pied un « courant 4 »...

Naturellement les crises locales telle que celle qu'a connue la section d'Aix suite à sa défaite aux municipales partielles se poursuivent. Plus significatif est le désaccord ouvert des élus socialistes du Sud-Ouest concernant la position parisienne de leur parti en ce qui concerne l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

Mitterrand pour sa part, a occupé une bonne partie de ses congés à fustiger l'action du conseil constitutionnel qui multiplie, selon lui, les invalidations des élus de gauche. Mais déjà le PS, à son tour, enfourche la question du chômage. D'un point de vue interne, c'est sur la définition d'un projet socialiste que Mitterrand compte mobiliser ses sections et ce jusqu'à la fin de l'hiver.

Naturellement, il est peu probable que les militants qui n'ont pas déserté la social-démocratie puissent discuter de la définition de ce nouveau projet sans évoquer les rapports qu'il faudrait entretenir, à leur avis, à l'avenir avec l'ex-partenaire du Programme commun. Un très récent sondage ne révélait-il pas que 30 % de l'électorat socialiste souhaitait que Mitterrand s'allie avec le locataire de l'Élysée.

François MARCHADIER



## Construction navale

## Le «plan de sauvetage» de Terrin : 1 500 licenciements

### Lundi, le port de Marseille bloqué

●70 000 travailleurs en trop dans la réparation navale sur les 175 000 que compte ce secteur dans les neuf pays de la Communauté Economique Européenne. La construction navale devra en outre être réduite de 40 % d'ici 1980 : telle était, en novembre 1977, la «recommandation» faite par les experts de la Communauté Economique Européenne aux gouvernements des pays membres pour faire face à la crise de ce secteur (surproduction).

Quelques mois plus tard, le plan de restructuration de la navale à l'échelle européenne se concrétisait en France, par la mise en règlement judiciaire de l'entreprise marseillaise de réparation navale, Terrin. De mai 78, date de cette décision à cette rentrée de septembre, les choses ont sensiblement évolué.

Les nouveaux acquéreurs des chantiers marseillais — les Ateliers et Chantiers du Havre — viennent de faire connaître leur «plan de sauvetage» de Terrin. Un plan qui n'amène rien de bon pour les travailleurs ! Le plan de Fournier, président du groupe havrais prévoit de reprendre 1 759 travailleurs sur les 3 171 que comptait Terrin ! Le chômage donc pour 1 500 travailleurs marseillais dans une ville, où précisément, hormis la réparation navale (Terrin plus une multitude de filiales), les autres industries sont rares, sans parler du département des Bouches du Rhône qui compte 50 000 chômeurs !

Autre disposition du «plan de sauvetage» de Terrin : les salaires des travailleurs «repris» dans la nouvelle société seront fortement réduits, conséquence directe de la diminution du volume d'heures de travail mensuelles dans les mois à venir : 100 000 heures.

Les Ateliers et Chantiers du Havre prévoient en outre une négociation avec les syndicats pour envisager une modification du statut de la réparation navale marseillaise ; une telle renégociation ne peut signifier qu'une chose : la

remise en cause de toute une série d'avantages acquis que les travailleurs de Terrin ont arrachés précisément par leurs luttes, dont l'importance ne se retrouve dans aucune autre branche industrielle de la région !

Tel est le «plan Fournier». Pour forcer les travailleurs repris à l'accepter, la direction des Ateliers et Chantiers du Havre choisit la menace : c'est ça ou la fermeture totale du groupe Terrin !

Réunis en assemblée générale, lundi matin, par leurs organisations syndicales, l'ensemble des travailleurs du groupe marseillais ont refusé ce plan de chômage. Ils ont en outre, sur leur lancée, engagé une première action massive d'avertissement en bloquant toute la matinée, les accès du port de Marseille.

Une première action qui devra être suivie de beaucoup d'autres. La restructuration de Terrin, c'est 1 500 licenciements mais aussi le chômage à plus ou moins long terme pour une partie importante des travailleurs des 253 entreprises navales sous-traitantes de Terrin, toutes situées aux alentours de Marseille !

### Menaces et agressions racistes dans l'Oise

Deux ouvriers algériens ont été victimes d'agressions à coups de tessons de bouteilles, à la sortie d'un bal d'anciens combattants à Mollens. L'une des deux victimes a dû être placée dans un centre de réanimation, et souffre de blessures graves.

A Canny-sur-Thérain, ce sont plusieurs jeunes arabes qui ont été pris à partie par des adeptes des mesures Stoléru.

Les maires des villages du canton de Formeries prennent faits et gestes en faveur des racistes et menacent à leur tour d'entreprendre une «action».

## Vincennes : la biscuiterie Azur occupée

## UNE LUTTE DE FEMMES

●Au 106 rue de la Jarry, à Vincennes, un grand bâtiment blanc abrite toute une série d'entreprises. Le nom de ce bâtiment : «La cité industrielle de Vincennes». Lundi après midi, à 16 heures 30, des banderoles et des pancartes CGT et CFDT débouchent d'une entrée, au fond de la cour. «Azur peut et doit vivre ! Azur vivra !». Plusieurs dizaines d'ouvriers et d'ouvrières d'Azur sortent de leur

usine occupée, et se regroupent dans la cour. Quelques instants plus tard, les derniers hésitants sortent aussi. Tout le monde ou presque est là, des 170 ouvriers et ouvrières de la boîte. Dans la bonne humeur, on part en manifestation par les rues ensoleillées de Vincennes, jusqu'à la mairie. Beaucoup de femmes y emmènent avec elles leurs enfants, pas mécontents de quitter l'usine !

La biscuiterie Azur, c'est 170 personnes, en grande majorité des femmes immigrées, essentiellement des Portugaises. Il y a un an et demi, leur usine était rachetée par un patron qui possédait déjà une entreprise similaire dans les Charentes. A l'époque, les travailleurs de chez Azur sortaient juste d'une grève de quinze jours avec occupation : il y a encore quelques années, elles travaillaient jusqu'à 72 heures par semaine, pour un salaire à peine égal au SMIC, dans des conditions d'hygiène et de sécurité inexistantes, avec en plus les injures et les brimades racistes. Mais cette grève les avait soudées, leur avait montré leur force, et permis d'apprendre à résoudre au mieux les problèmes posés par une occupation d'usine, quand il y a une majorité de femmes. Et le nouveau patron, qui avait réussi à l'époque à faire régner sa loi dans son usine des Charentes, dut compter avec ces travailleuses riches d'une expérience positive et de deux



sections syndicales combattives. Cette grève, toutes en parlent encore aujourd'hui.

Cette fois, ce n'est plus pour les salaires ou pour les conditions de travail

qu'elles se battent, mais pour leur emploi : le 19 juillet de cette année, juste avant les départs en vacances le patron déposait le bilan. A ce jour personne n'est encore officiellement licencié, mais cela ne saurait tarder ! Fin juillet, c'est une période difficile, pour organiser une lutte. Seules quelques femmes (six) occuperont l'usine, pendant tout le mois d'août, annulant tous les projets qu'elles avaient pu faire. Mais elles ne le regrettent pas : «Si on n'avait pas fait ça, l'usine serait vide aujourd'hui, on se serait tous retrouvés devant une porte fermée ! Un jour du mois d'août, deux gars sont arrivés, deux chômeurs embauchés pour commencer à démonter les machines. Notre présence les a fait reculer», raconte Marie-Thé., une jeune martiniquaise.

Début septembre, tout le monde est revenu à l'usine, et depuis, hommes et femmes, tout le monde occupe : «Le jour, on est tous là. C'est une bataille continue, pour éviter que certaines essaient de trouver une solution individuelle. La tentation est parfois forte de faire quelques heures de ménage, ou de chercher carrément un autre boulot. Pour la nuit, on a fait des équipes. Il y a bien sûr des problèmes, car tous les maris

n'acceptent pas facilement que leur femme vienne passer la nuit ici».

Justement, avant de partir en manifestation, c'est encore de cette question qu'on discute avec vivacité ! «Si les hommes n'ont pas confiance, nous leur proposons de venir voir eux-mêmes ! Ici, nous sommes entre camarades de travail !». Déjà, lors de la grève précédente, des maris étaient venus, et bien des choses s'étaient arrangées. «Mon mari a été un mois au chômage» nous dit une ouvrière d'une quarantaine d'années. «Je crois que s'il n'avait pas connu lui-même le chômage, il n'aurait pas accepté que je vienne la nuit. Une fois ou deux peut-être, mais pas plus !»

En fait, bien des femmes viennent occuper la nuit. Mais visiblement, celles qui posent le problème craignent à juste titre que si la bataille n'était pas menée, chacun reste dans son coin, au fil des jours, alors qu'on a besoin de toutes les forces pour gagner. Elles refusent par là une lutte qui ne serait menée que par les plus déterminées, ou celles qui auraient le moins de problèmes à résoudre : tous et toutes doivent en être partie prenante ! Sur cette question, le débat quotidien est loin d'être fini !

Monique CHERAN



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Achetez  
le Quotidien du Peuple  
tous les jours  
dans le même kiosque





# Le démantèlement des PTT, «service public» : la fin d'un mythe



## 1 - Rapport Nora : «Les PTT doivent faire du profit»

Par Monique CHERAN

● Les PTT vont-elles être coupées en deux ? D'un côté, les Postes et les services financiers, jugés non rentables, de l'autre les Télécommunications, secteur juteux, qui investit à l'heure actuelle dix à quinze fois plus que les deux précédents réunis, et où les bénéfices augmentent en flèche ? C'est ce qui se prépare du côté du gouvernement. Dans un rapport publié en mai 78, Simon Nora, expert gouvernemental, le préconise clairement. Il prévoit la création d'un ministère des Communications, réunissant les Télécoms, Télédiffusion de France, et le Centre National d'Etudes Spatiales. Les Postes et les Services financiers relèveraient d'un secrétariat d'Etat. Simple changement de structure sans incidence sur les quelques centaines de milliers d'employés des PTT, et la finalité de ces «services» ? Non bien sûr !

Le rapport lui-même est très cru : «Les deux services seront désormais non seulement différents, mais concurrents. L'un vivra les problèmes de la stagnation, ou même de la régression, alors que l'autre bénéficiera d'une forte croissance. Aux Postes : la préservation d'un monopole à peine battu en brèche, la gestion de grands ateliers de main d'œuvre à faible productivité, la nécessité de se préparer à des temps difficiles. Aux Télécommunications : la maîtrise d'outils de plus en plus performants, la tâche de faire face à de puissants interlocuteurs privés, au premier chef IBM, l'obligation d'une agressivité commerciale de tous les instants. Les Postes seront obligées de peser sur l'augmentation des frais de main d'œuvre, alors que les progrès de productivité enregistrés par les Télécommunications leur permettraient une politi-

que salariale plus généreuse à laquelle les contraintes de parité font seules obstacle... C'est très clair : pour les agents des Postes s'ouvre une ère de vaches encore plus maigres, de salaires bloqués et d'effectifs insuffisants... Aux agents des Télécoms, des conditions peut-être plus favorables mais avec la probabilité de privatisation de ce secteur, la fin des avantages qui subsistent du statut de fonctionnaire, en particulier la garantie de l'emploi.

En fait, depuis dix ans, tout est mis en place, pièce après pièce, pour que ce plan se réalise jusqu'au bout. Vous pourrez en voir un élément, chaque jour, dans la rue : depuis quelque temps, un nouvel emblème a fait son apparition sur les voitures bleues affectées aux Télécoms, le cadran du téléphone remplace l'alouette, qui n'est plus qu'un «canard boiteux» !

## D'où vient le déficit de la Poste ?

2 milliards de francs de bénéfices, voilà une première réponse à la question : «Les PTT sont-elles rentables ?». Pourtant, la poste et les services financiers sont en déficit chronique. Il n'y a pas de mystère, les bénéfices viennent donc des télécoms. Pourtant, on peut se demander d'où vient un pareil déséquilibre. La poste «perd» à peu près deux milliards par an. On peut estimer, et certains ne manquent pas de le faire, qu'un timbre de 1,20 F pour payer toutes les opérations qui accompagnent l'acheminement d'une lettre, c'est insuffisant. Mais il n'y a pas de quoi avoir mauvaise conscience, quand on sait que le courrier particulier représente finalement très peu de chose dans la masse du trafic. La progression des ventes par correspondance a été telle que 90 % des paquets, au total, sont constitués par les envois de 5 ou 6 grosses entreprises comme la Redoute, les Trois Suisses, ou Quelle. Inutile de regarder la somme que vous, client, avez payée à titre de «frais de port» ! En fait, certaines de ces entreprises bénéficient de tarifs extrêmement bas, négociés par des contrats sur lesquels règne le plus grand secret. Toujours est-il que ces entreprises là n'auraient sans

doute pas vu le jour si elles n'avaient profité de ces avantages exorbitants.

Autre facteur de déficit, l'acheminement de la presse. Là encore, des tarifs préférentiels défiant toute concurrence, puisque les charges perçues couvrent tout juste 12 % des frais réels créés par le transport de la presse. Pour l'année 74, cette aide indirecte à la presse était responsable de la moitié du déficit de la poste. Il ne s'agit pas là de discuter s'il est juste ou non d'aider la presse, mais on ne peut s'empêcher de constater que le déficit de la poste est planifié par

ceux là même qui tentent d'en tirer argument pour rogner sur les effectifs et les salaires des postiers !

Le problème est le même pour les Chèques Postaux, premiers responsables du déficit général des Services financiers. On a là un curieux paradoxe. De l'aveu même des officiels, «la gestion d'un compte postal est, de près de moitié, moins onéreuse que celle d'un compte bancaire». Or les banques, qui ont semble-t-il une gestion plus lourde, ont l'air de se porter plutôt bien. Alors ? La réponse est simple : les CCP doi-

vent remettre leurs dépôts à vue au Trésor Public, qui rémunère cet argent à un taux dérisoire, qui était en 74 de 3,5 %, alors que les Banques le plaçaient dans le même temps à un taux 4 fois supérieur. Là encore, il ne s'agit pas de réclamer pour les CCP un intérêt de 15 %, mais de bien situer la cause principale de ce déficit. D'autant que de plus en plus, dans ces services, aux Postes comme aux Services Financiers, c'est la chasse aux temps morts, l'introduction de l'ergonomie à grande vitesse ! Une fois de plus, c'est le voleur qui crie au

voleur !

On nous rassasse sans cesse ces histoires de déficit, mais on nous parle moins des bénéfices faits sur le téléphone ! Car c'est bien sur le téléphone que se font les plus gros bénéfices, des bénéfices qui n'arrêtent pas d'augmenter, avec les taxes de raccordement qui se multiplient, puisqu'il est envisagé de multiplier le nombre d'abonnés d'ici 83 ! Dans

ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ceux qui fabriquent le matériel téléphonique préféreraient voir disparaître le monopole de l'Etat, et exploiter eux-mêmes les produits qu'ils fabriquent. D'ailleurs, c'est un souhait qu'ils ont commencé à concrétiser, en formant avec les PTT toute une série de sociétés mixtes, pour les activités de pointe...



La vente par correspondance, Yves Rocher : 3 millions de commandes distribuées par la poste.

## Berglass-Kiener à Colmar les fileuses occupent

«C'est le meilleur plan» ! Tel est le commentaire que le maire de Colmar a cru devoir faire à l'annonce des 230 licenciements à l'usine Berglass-Kiener. C'est Sieger, le nouveau PDG de l'usine qui est venu annoncer la nouvelle aux travailleurs, expliquant de surcroît que ceux qui restent devraient travailler dur pour «sauver les autres emplois».

Dès le lendemain de cette annonce, fileuses et tisserands étaient en grève, et le vendredi, l'usine était occupée. «Maintien de tous les emplois», réclament les ouvrières. Le nouveau patron leur propose ni plus ni moins d'aller travailler à Mulhouse : au moins une heure de plus de trajet, alors que bien des filles, qui habitent à la campagne, se lèvent déjà avant 4 heures du matin pour aller travailler à Colmar !

Travailler plus dur encore pour finalement se retrouver au chômage, pas question !

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



RHONE-POULENC LICENCIE

Après les licenciements de Rhône Poulenc textile, ces dernières années (péage de Roussillon...), il y a eu Bousac, il y a maintenant à nouveau Rhône Poulenc : la branche textile du trust annonce 547 licenciements, d'ici 1980 dans son usine de Vénissieux. Les travailleurs ont fait une première grève de 24 h pour signifier leur volonté de s'opposer à ces mesures de chômage.

## Les PTT : la première entreprise du pays

Les PTT, ce n'est pas une mince affaire ! Bien souvent, on pense que c'est une entreprise qui n'est pas tellement brillante, qui enregistre des déficits perpétuels. Pourtant, elle laisse derrière elle, et d'assez loin, des géants comme la Compagnie Française des Pétroles, Saint-Gobain ou Rhône-Poulenc. Et pas seulement du point de vue des effectifs, qui tournent autour de 400 000, mais aussi du chiffre d'affaires, des bénéfices et des investissements ! Et au niveau européen, les PTT se classent parmi les dix premières sociétés.

## Une administration à tout faire ?

C'est ainsi qu'on la qualifie souvent, car elle rassemble des activités assez différentes, regroupées en trois branches : les Postes, les Services Financiers et les Télécommunications.

— La Poste : Jusqu'en 74, le trafic considérable qu'elle a assuré n'a cessé d'augmenter, pour atteindre 11 milliards d'objets. Elle nécessite une infrastructure importante, dense. Le collectage et la distribution reposent en gros sur 17 000 bureaux de poste. Le tri a été très largement automatisé, mais la poste conserve une importante main d'œuvre, environ 200 000 travailleurs, dans l'ensemble peu qualifiés.

— Les Services financiers : Principalement la Caisse Nationale d'Épargne, et les centres de chèques postaux ; mais aussi les Mandats, le placement des Bons du Trésor et les emprunts publics, les opérations contre-remboursement... Près d'un ménage sur deux disposait d'un CCP en 75 ! Le «chiffre d'affaires» des CCP était à cette date égal à un cinquième de celui du secteur bancaire.

— Les Télécoms. Leurs deux activités de base sont le télégraphe et le téléphone. Ce secteur nécessite des capitaux considérables, ne serait-ce qu'avec l'installation du réseau téléphonique et son entretien. D'ailleurs, c'est là que passent presque les neuf dixièmes des investissements globaux des PTT ! En fait, ce sont les télex (transmission de messages écrits) et la téléinformatique (transmission d'informations par des signaux codés) qui enregistrent le développement le plus rapide. Il faut remarquer que ces deux «services» ne concernent que l'industrie et le commerce.



## «La voix libre de la Corse»

## La première radio libre en Corse

«La Corse n'est pauvre que pour les Corses, mais elle est riche pour les étrangers». Cette phrase parmi bien d'autres, de nombreux Corses doivent pouvoir l'entendre ce mardi 5 septembre à 7 h 30 en réglant leur transistor sur France Inter. Une cassette transmise à la presse à l'avance donne le contenu de l'émission que des militants corses semblent assurés de pouvoir diffuser sans problème, puisqu'ils vont utiliser une fréquence très proche de France Inter. L'enregistrement a été livré à la suite d'une conférence de presse clandestine tenue à la Chapelle Saint Antoine dans les hauteurs dominant Ajaccio par des militants en cagoule (comme lors de la première conférence de presse du FNLC). «... Nous aurons la possibilité de fai-

re connaître nos idées à des milliers d'auditeurs asservis jusqu'ici à d'autres radios. Notre matériel, très perfectionné, va devenir désormais une arme dans notre combat». La première émission traite de «l'île vidée de sa substance vive pour devenir un pays d'assistés, d'escroqueries, vivant sous la dépendance des clans».

Au total une cassette de 12 minutes où les textes alternent avec des chants corses et «le Colombu» hymne populaire de lutte. Les militants espèrent déve- lopper progressivement leur réseau de diffusion dans toute l'île, en s'appuyant sur la population. Publiquement nargués, police et brouilleurs se sont mis sur le qui-vive pour tenter d'empêcher l'émission et de repérer l'émetteur.

## En bref... En bref...

## Corse : 14 légionnaires déserteurs courent toujours

Les autonomistes de l'Union du Peuple Corse, mouvement auquel appartient Edmond Simeoni, ont remis lundi à la presse une liste de 14 légionnaires déserteurs qui étaient toujours en «cavale» à la date du 14 juillet dernier. L'UPC affirme, comme on peut aisément l'imaginer, que certains sont armés.

La liste remise par l'UPC constitue un démenti formel des allégations du général Philipponnat, commandant de la 55<sup>e</sup> région militaire territoriale (Corse) qui répétait encore vendredi dernier qu'il n'y avait plus de déserteurs en Corse.

## L'avocate de Mesrine quitte le barreau

Maître Gilletti a annoncé sa décision d'abandonner son métier d'avocate, «écœurée par le comportement du Conseil de l'Ordre et l'absence de solidarité de ses confrères».

On se souvient que, pour la simple raison qu'elle se trouvait dans le parloir de la prison de la Santé, le jour de l'évasion de Mesrine, elle avait été placée en garde à vue et présentée comme la complice du truand. Mais il faut croire qu'aucun indice sérieux n'a pu être relevé contre elle puisque, depuis, aucune inculpation ne lui a été notifiée.

Maître Gilletti a indiqué qu'elle comptait faire du tissage dans le centre de la France. Elle a rapporté que Mesrine lui avait adressé des excuses pour «les ennuis causés par les conditions de son évasion». Enfin, Maître Gilletti a souligné que «sa garde à vue et ses conséquences n'avaient fait que hâter une décision» qui était, selon elle, «prise depuis longtemps».

● Roussilhe vient de quitter la maison d'arrêt de Melun. Condamné à vingt ans de réclusion criminelle en janvier 71 pour espionnage au profit de la Roumanie, Roussilhe a béné-

ficié d'une mesure de libération conditionnelle. Fonctionnaire à l'OTAN, il était accusé d'avoir transmis douze mille documents à un agent des services de renseignement roumain.

## Tremblement de terre

## «LA PREVISION N'EST PLUS UNE UTOPIE»

● Le tremblement de terre de dimanche matin, dont l'épicentre se situait à Onsmetingen, en Allemagne, à 80 km de Strasbourg, a surpris les habitants des différentes régions secouées et les spécialistes. Pourtant, le responsable du réseau sismologique de l'Institut de physique du globe, nous a déclaré : «La prévision des secousses telluriques n'est plus une utopie».

Depuis de longues années, les spécialistes se penchent sur la question, et observent systématiquement tant le phénomène en lui-même que des documents historiques : les causes de ces secousses sont donc connues. Il s'agit d'un relâchement de contraintes qui créent une libération d'énergie, à l'origine des dites secousses. Ce relâchement de contraintes provient lui-même d'une accumulation de contraintes due à des mouvements généraux de l'écorce terrestre (écorce et manteau supérieur en plaques mobiles qui s'affrontent). Ces contraintes s'accroissent, jusqu'à un seuil de rupture qui peut

créer des déformations résiduelles, c'est le tremblement de terre.

Ces «ruptures» se localisent en des endroits précis. Ce sont les limites des plaques lithosphériques (cf. plus haut les plaques mobiles) où se produisent des lignes de contact. Les études géologiques permettent donc de situer précisément les zones à risques et d'en dresser des cartes.

«La principale tâche de la sismologie est d'étudier les tremblements de terre», nous explique le responsable de l'Institut de physique du globe. «Mais c'est un phénomène fort complexe, et déjà, là où des mesures très précises sont faites,

les sismologues ont espoir de prévoir les tremblements de terre les plus forts. Comme cela s'est passé en Chine, où ils annonçaient à l'avance quelques tremblements de terre. En Europe, les travaux ne sont pas encore très avancés dans cette direction».

Pourtant les risques existent, sans pour autant les exagérer et les comparer à certaines catastrophes étrangères. A Arette, dans les Pyrénées, le séisme de magnitude 5,75 sur l'échelle de Richter, enregistré le 13 août 67, avait causé la mort d'une victime et nécessité la démolition de près de 40 % des immeubles de trois communes. La secousse enregistrée dimanche avait elle, une amplitude de 5,25 à 5,5. Les dégâts sont d'ailleurs relativement importants, et une vingtaine de personnes, blessées ou choquées ont dû être hospitalisées.

«Pour prévoir un séisme, il est nécessaire de mettre en œuvre toutes les disciplines de la géophysique, faire des mesures très précises, en gravimétrie, ma-

gnétie, et d'après les Chinois étudier le comportement des animaux», poursuit le sismologue. «Mesurer l'état des contraintes, si elles sont plus fortes, comment elles évoluent...»

En France, les zones dangereuses sont bien circonscrites, et celle de Provence, qui n'a pas «bougé» depuis plus de cinquante ans présente des risques certains à plus ou moins brève échéance : les séismes se produisant avec une certaine régularité. Une autre mise en garde provient du fait que les normes parasismiques ne sont pas appliquées dans les zones à risques. Les immeubles sont construits sans en tenir compte, malgré la législation. Ces normes ne sont cependant pas excessives et n'augmentent que de 5 % environ le total de la construction. Autant en moins dans les poches des promoteurs ? Désinvolture et appât du gain, permettront toujours d'invoquer la fatalité le moment opportun...

Pierre CHÂTEL



● Maximum probable : 7 sur l'échelle de Richter  
 ●● Maximum probable : 8, 9 ou 10 sur l'échelle de Richter.

## NUCLEAIRE ET SEISMOLOGIE

Fessenheim et sa centrale nucléaire sont situés dans une zone que les sismologues ont jugé comme une zone à risques. Il semble que les normes appliquées lors de sa construction ne tiennent compte que d'une magnitude de 7 sur l'échelle Richter. Or, la centrale pour présenter le moins de risques doit être capable de résister à toute fissuration au niveau des enceintes étanches et des cuves. La norme appliquée est-elle suffisante ?

Des déchets radioactifs sont enfouis dans d'anciennes mines de sel, notamment en Allemagne. Si les galeries d'accès s'effondrent, quels moyens de contrôle reste-t-il ? Ne risque-t-on pas de voir des réactions physico-chimiques, incontrôlables ?

## Rentrée scolaire

## LA GRATUITE COUTE CHER

● La rentrée scolaire approche. Depuis le début de l'été, c'est dans les magasins une avalanche de fournitures qui occupe de nombreux rayons. Présentations tape-à-l'œil, coloris vifs, gadgets divers, «prix cassés» pour quelques articles, tout cela prime bien souvent sur la qualité des produits présentés et vise à faire passer «en douceur» la note présentée à la sortie. Car, comme chacun sait, en France, l'école est gratuite, mais elle coûte cher. Cette année encore, le budget rentrée va considérablement entamer les revenus des familles de travailleurs. Le secteur «Ecole et Familles» de la CSF en a fait une étude détaillée.

Les frais bien sûr varient d'une famille à l'autre selon le nombre d'enfants, la classe qu'ils vont fréquenter, et aussi selon les quartiers, les magasins. En moyenne, en tout cas, il apparaît que l'ensemble des frais de rentrée et de scolarité sont en hausse de 11 % sur la rentrée 77. Pour certaines classes on arrive même à 14 %. C'est une hausse supérieure à celle enregistrée sur la période 76-77, qui était de 9 % ; une hausse très supérieure de toute façon à celle des salaires des travailleurs.

## TRISTE RECORD POUR LA SECONDE T 1

Chiffré pour la première fois par la CSF, le budget moyen d'entrée en seconde T 1 détient le record : près de 1 670 F ! Les autres secondes occasionnent des dépenses de 940 F. La différence s'explique par le matériel spécifique : dessin industriel et atelier (environ 600 F), vêtements de travail (181 F). C'est pour les mêmes raisons que les sections industrielles de 1<sup>re</sup> année CAP ou BEP suivent de près le record

peu enviable de la seconde T 1 (1 387 F en micromécanique). Des classes surtout fréquentées par des enfants de familles populaires.

## LE SCANDALE DES «AMENDES»

Malgré la gratuité des livres, la 6<sup>e</sup> continue à marquer une rupture dans l'évolution des frais d'une scolarité. Tandis que la rentrée dans le primaire coûte environ 200 F, pour la 6<sup>e</sup> le chiffre grimpe à 690 F. Il est vrai que depuis l'an passé, le CM 2 (fin du primaire) représente des dépenses en forte hausse ; près de 320 F, en raison de nouvelles exigences qui s'apparentent à celles de la 6<sup>e</sup> : dictionnaires, cahiers d'exercices etc.

La gratuité des livres en 6<sup>e</sup>, et cette année, en 5<sup>e</sup> est une chose. Mais les manuels allégés — utilisés depuis la réforme Haby — exigent un accompagne-

ment de cahiers de travaux pratiques et autres qui, eux, ne sont pas donnés. Prévus pour durer quatre ans, les manuels donnent naturellement des signes de fatigue au bout d'un an d'usage. Aucun crédit d'entretien n'est prévu : alors, on fait payer les familles. C'est le scandale des «amendes», infligées aux élèves dont les manuels sont jugés trop «dégradés». Ainsi à St Alban en Savoie, c'est 10 F par livre abîmé et 25 F pour le remplacement d'un manuel...

Quant à la future gratuité des livres en 4<sup>e</sup>, certaines informations laissent présager de fâcheuses surprises. Les sept manuels du tronc commun seraient fournis, plus un manuel d'une option «noble». Mais pour les options techniques, pas de manuels supplémentaires !

Claude ANCHER



Fournès (Gard)

## LE COMBAT DES PAYSANS CONTRE LE FLUOR DE LA CERAMIQUE DU MIDI

● Une terre assez sèche et difficile, vallonnée, des coteaux, des vignes et des abricotiers. A Fournès, village du Gard, situé non loin de Remoulins, on a depuis toujours soigné l'abricotier. Une production réputée, puisque le marché aux abricots de Fournès qui se tient chaque année entre le 20 juin et le 20 juillet est le second de France après celui de Perpignan.

Aujourd'hui, la richesse de Fournès, les abricotiers et la vigne se meurent. Pas tous heureusement, mais de plus en plus. Les arbres et les vignes se meurent du fluor que crache l'usine de la Céramique située elle aussi à Fournès et qui emploie une centaine d'ouvriers.

Pendant les trois premières années d'implantation de l'usine, la pollution affectait un rayon de 800 mètres autour de l'usine. Puis ce fut 1 200 mètres. Et maintenant la pollution fluorée étend ses méfaits jusqu'à trois kilomètres, emportée par les vents jusqu'aux villages voisins, comme celui de Théziers.

Alors qu'au départ seuls les arbres fruitiers étaient atteints, la vigne elle aussi accuse le coup. Les feuilles se dessèchent et tombent. Au moment même où les grappes de raisin entrent en pleine maturation, gagnent toute la vigueur et la force qu'il leur faut pour fournir un vin qui titre les 11 degrés nécessaires pour être classé en Appellation d'Origine Contrôlée «Côtes du Rhône» !

Un problème important pour les paysans car la maladie due au fluor, fera tomber le degré en dessous du chiffre fatidique des degrés. Et son prix de vente de 3,60 F à 20 F le litre... Si on compte qu'il y

a à Fournès environ 1 000 hectolitres de vin dans ce cas, la perte pour l'ensemble peut représenter 20 ou 30 millions de centimes !

### LA COLERE

Alors aujourd'hui la colère gronde à Fournès, une colère alimentée par le cynisme des propriétaires de la Céramique du Midi et par la lenteur de la machine judiciaire et administrative... La semaine dernière, les agriculteurs interviennent, bloquent tous les accès à l'usine et empêchent la rentrée des différentes équipes. La direction tempête, menace, appelle la police, la préfecture. Mais les gendarmes n'osent pas frapper les agriculteurs déterminés qui ont su recueillir la compréhension voire le soutien tacite des ouvriers avec qui ils nouent des discussions devant les barrières. Une réunion est organisée d'urgence à la mairie avec les autorités, le patron, les paysans qui obtiennent que la population du village puisse y



assister. Devant une salle pleine apparaît la volonté de la direction de refuser à la fois les indemnités et la mise en œuvre de mesures d'urgence proposées par la population ; arrêter la production pendant deux mois, jusqu'aux vendanges en assurant le maintien de l'emploi et du salaire des ouvriers.

La Céramique est pourtant contrainte de convenir qu'il faut rechercher rapidement un processus de captation des polluants. Mais pour les mesures immédiates, c'est le refus catégorique ! Refus d'arrêter la pollution, mais aussi refus d'indemniser : suite à une première requête des paysans lésés par le pollueur, il y a plusieurs années de cela, le tribunal avait obligé l'usine à indemniser. Ce qui fut fait pendant 3 ans environ par... l'assurance de l'usine. Mais l'assureur cesse ses paiements invoquant le fait que la pollution «chronique» n'est pas une pollution accidentelle, la seule couverte par le contrat. Résultat : les paysans ne sont plus indemnisés par personne, l'usine s'y refusant et faisant traîner le tout en justice !...

### DES PATRONS DE CHOC

Car les patrons de la Céramique s'y entendent depuis toujours pour faire le maximum de profits tant au mépris des ouvriers que des paysans. Il y a 8 ans déjà les ouvriers menaient une grève pour obtenir des conditions d'hygiène minimum : des douches, des toilettes qui ne soient pas

de l'autre côté de la cour... Le patron licencie 50 % du personnel et tous les «meneurs», n'acceptant les réembauchés que contre un chantage de «la paix sociale» !

Les conditions de travail à la Céramique sont dans le style du reste : une chaleur intenable dans les ateliers à briques, une poussière étouffante pour ceux qui concassent les tuiles au broyeur. Avec en prime les bas salaires... C'est ce patron «modèle» qui ose aujourd'hui jouer au défenseur de l'emploi des ouvriers en brandissant le chantage chômage ou pollution !

Le préfet quant à lui se refuse à prendre une mesure de fermeture, comme il le pourrait pourtant, prétextant que le fluor n'est pas mentionné en tant que tel dans le texte de loi dont il dispose.

Pendant ce temps, 60 familles sont lésées sur les 400 habitants que compte Fournès. Ils ne sont pas l'exception dans une région où on compte déjà la pollution par la poussière de chrome par Ugine Ferro Alliage à l'Ardoise au Sud de Marcoule et où Péchiney a déjà sévi à Salindres dans le Gard...

Malgré l'immobilisme, la mauvaise foi, les manœuvres qui tentent de les «noyer» dans des problèmes techniques complexes pour retarder les nécessaires captations, les habitants de Fournès sont décidés à poursuivre leur combat. Un combat pour leur vie, leur travail, leur pays.

Pierre PUJOL

## Non-prolifération : solution japonaise

Un nouveau procédé de retraitement des combustibles nucléaires irradiés vient d'être mis au point par les chercheurs japonais. Ce procédé permettrait la fabrication directe de combustible au plutonium et à l'uranium pour les surrégénérateurs, sans qu'il soit utile de séparer ces deux corps à la fin du retraitement. En février dernier, les USA et la Grande-Bretagne présentaient un procédé qui avait les mêmes avantages.

En l'occurrence, ils devraient éviter la prolifération, cause souvent invoquée pour justifier un refus de livraison d'usine de retraitement à certains pays.

Les pays qui détiennent une technologie nucléaire avancée pourront donc, avec ces procédés, élargir leur éventail commercial sans crainte de se prendre une «bombe» en retour...

## Agnelli pour l'Europe

Le vice-président de Fiat, Umberto Agnelli, de passage lundi à Paris, a estimé que l'accord entre Peugeot-Citroën et Chrysler était «très important». Toutefois, il considère qu'il est encore plus souhaitable de mettre en place une politique européenne de l'industrie automobile. «Elle peut faire beaucoup de choses en commun, notamment dans la fabrication de moteurs et de boîtes de vitesse, de façon à atteindre des volumes plus rentables». Par ailleurs, l'industriel a affirmé souhaiter que Fiat occupe à l'avenir davantage que 3 % du marché européen. L'industrie automobile française pour sa part représente 20 % du marché italien.

## Inde : inondations plus de 10 000 morts le gouvernement impuissant

Plus de 10 000 morts, quinze millions de sinistrés, tel est le premier bilan des inondations qui submergent le district de Midnapore, dans le Bengale occidental. Les témoins qui ont survolé les zones sinistrées parlent de cadavres flottant pêle-mêle au milieu d'animaux, d'arbres ou de débris de maisons. Actuellement, 31 000 villages sont recouverts par les eaux. La moitié de la ville de Midnapore est sous les eaux. New Delhi, la capitale, est également menacée et 200 000 personnes ont dû être évacuées. Le gouvernement indien a déclaré être impuissant devant l'ampleur de la catastrophe. Il y a huit ans, des inondations au Bengale-Desh avaient fait plusieurs centaines de milliers de morts.

## Nicaragua : les arrestations se multiplient

Alors que la grève générale continue et que de nouveaux affrontements ont éclaté, Somoza tente de reprendre les choses en main en arrêtant les membres de l'opposition. Une quinzaine de dirigeants du Front d'opposition élargie (FAO) viennent d'être arrêtés. A Managua, la capitale, plus de 200 «agitateurs» ont également été arrêtés.

Dans plusieurs villes, la milice de Somoza, appelée Garde Nationale, tente de contraindre les commerçants à ouvrir leurs boutiques. En vain, semble-t-il.

### APRES EL 3 ORPHÉE

Un nouveau réacteur nucléaire expérimental va remplacer le réacteur à eau lourde EL 3, installé à Saclay depuis 22 ans. EL 3 fournissait les faisceaux de neutrons utilisés pour tester des matériaux et réaliser un certain nombre d'expériences. Le nouveau réacteur a pour nom «Orphée».

### PCI POUR L'ELARGISSEMENT DE L'EUROPE

Selon certaines informations, le PCI se serait déclaré officiellement favorable à l'élargissement de la CEE. En cela, il partage le point de vue du PCE. En revanche cela crée un nouveau point de friction avec le PCF.

## Le pâtissier de Florange remis en liberté

Raymond Leroy, le pâtissier de Florange, responsable de la mort d'un jeune cambrioleur, qu'il avait abattu à coups de carabine, vient d'être remis en liberté. Inculpé deux jours après le fait de «coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner», sa remise en liberté ultra-rapide est révélatrice de la volonté du ministère de la Justice d'interpréter la loi de plus en plus dans le sens où l'entendent les partisans du groupe ultra-réactionnaire «légitime défense». Les «Français Musulmans» de Florange (Moselle) — dont faisait partie le jeune Algérien assassiné — ont décidé de manifester publiquement leur indignation et viennent d'écrire une lettre à Peyrefitte.

● «Légitime défense» fait décidément des adeptes : pour avoir tenté de pénétrer dans le jardin d'un restaurant par effraction, un jeune cambrioleur a été visé et blessé directement par la restauratrice,

propriétaire de l'établissement «La Grignotière», 19 boulevard Charles de Gaulle à Peyrefitte, dans la Seine Saint-Denis. Blessé au bras, le cambrioleur a été hospitalisé à Saint-Denis.



NICARAGUA

# SOMOZA : UN REGIME A BOUT DE SOUFFLE

- 2 -

«Jamais les États-Unis n'auront le culot de me lâcher»

Par Hélène VARJAC

● Les États-Unis ont toujours assuré un soutien indéfectible au clan Somoza. Le dictateur actuel est lui-même diplômé de West-Point, et la Garde Nationale est entraînée et équipée par les USA. La Garde déclarait récemment qu'elle continuerait à être «le plus solide rempart de l'ordre, de la paix, et de l'accomplissement de la loi sur tout le territoire national». Quant à Somoza, il est tellement persuadé du soutien US qu'il a affirmé la semaine dernière, alors que la grève paralysait le pays et que plusieurs villes étaient insurgées : «Jamais les États-Unis n'auront le culot (sic) de me lâcher !»

## LES TERGIVERSATIONS US

En apparence, la politique Carter a été plus nuancée : les USA devaient «faire quelque chose» pour donner quelque crédibilité au discours sur les droits de l'homme : sur leurs instances, l'état de siège proclamé en 1974, après une spectaculaire opération du Front Sandiniste, contre des ministres et le cousin germain du dictateur, a été levé en 1977. Mais là s'arrêtent les apparences.

L'aide militaire a été interrompue : selon des personnalités nicaraguayennes de l'opposition, elle transiterait actuellement par Israël. En juillet 78, Washington a approuvé un crédit de 12 millions de dollars pour les «besoins humains fondamentaux». A la même époque le président Carter a envoyé une lettre personnelle à Somoza pour le féliciter d'avoir «promis» une amélioration des droits de l'homme dans son pays et l'encourage à continuer. Le département d'État avait jugé que le «moment était mal choisi» et avait, en vain, essayé de différer l'envoi de cette lettre.

Ces jours-ci, un rallonge de 2,5 millions de dollars devait être décidée à titre militaire. Quant aux

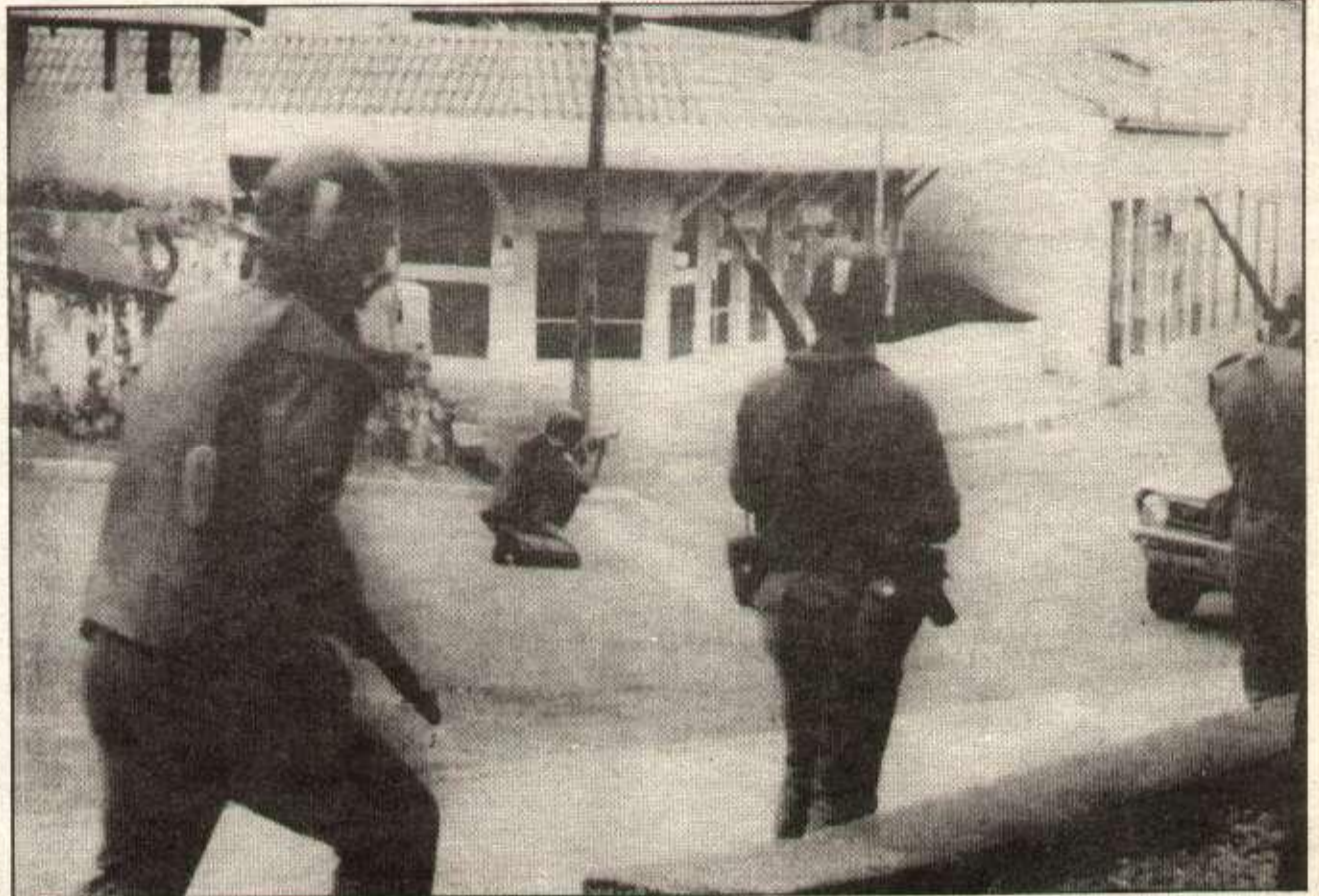
projets de l'administration Carter pour 1979, c'était de supprimer les crédits militaires sauf... ceux concernant l'entraînement de la Garde Nationale !!! C'est dire que le soutien au Nicaragua fasciste de Somoza ne s'est pas démenti concrètement.

## L'ALTERNATIVE INTROUVABLE ?

Au mois de février dernier les USA avaient accueilli avec intérêt le mouvement de grève patronale. Mais ils se sont rendus compte que cette action était largement débordée par les forces populaires qui revendiquent les libertés démocratiques et des réformes sociales radicales. Aussi les USA cherchent-ils désespérément une alternative que l'assassinat de Chamorro a rendue sinon introuvable du moins difficile. Pour les États-Unis tout est préférable plutôt que le Front Sandiniste, et ils penchaient jusqu'à maintenant pour le maintien au pouvoir de Somoza jusqu'en 1981.

## QUAND LES CASSEROLES SERVENT A PROTESTER...

Mais l'horizon 1981 est clairement dépassé. La décomposition du régime



A Matagalpa, le 31 août, les troupes de Somoza tirent contre la population...

s'est sensiblement accélérée depuis le mois de février dernier. Depuis cette date, il y a eu constamment des affrontements armés entre le Front Sandiniste et la Garde Nationale, dans tous les coins du pays. Les services de santé, le bâtiment, les lycées et collèges sont en grève. Des formes d'organisations se sont consolidées dans les quartiers populaires. Les femmes nicaraguayennes expriment leur haine du tyran par des concerts de poêles et de casseroles dans les rues des villes. L'archevêque de Managua lui-même, Mgr Obando, s'est prononcé pour le départ de Somoza.

... qui doit se protéger



## LE REGROUPEMENT POLITIQUE DE L'OPPOSITION

La création en juillet dernier du FAO (Frente Amplio de Oposicion) qui regroupe 16 partis et associations, a donné un nouvel élan à l'opposition politique bourgeoise, jusque là incarnée essentiellement par l'UDEL (Union Democrática de Liberacion) de Chamorro. La bourgeoisie locale se trouve gênée dans son propre développement par les tentacules du clan Somoza. Par ailleurs, elle craint que le pourrissement de la situation actuelle ne débouche sur la guerre civile et sur une alternative plus radicale. La grève générale déclenchée le 28 août dernier par le FAO semble suivie à plus de 90 %, et ses responsables ont pris des mesures pour qu'elle puisse durer plusieurs mois s'il le faut. Le «groupe des 12», formé de personnalités d'opposition en exil au Costa-Rica ou au Venezuela, favorable à un gouvernement d'union nationale incluant le Front Sandiniste, fait déjà figure de gouvernement de transition pour l'après Somoza.

## LE FRONT SANDINISTE LE PLUS ANCIEN MOUVEMENT DE GUERRILLA D'AMERIQUE LATINE

Cependant, l'épine dorsale de l'opposition est constituée par le Front Sandiniste, symbole de la résistance à Somoza, qui a su tisser de nombreux liens avec la population paysanne notamment, dans les quartiers populaires et les usines, et qui dispose d'un réseau étendu de sympa-

thies dans la jeunesse. Populaire, le Front Sandiniste de Libération nationale a fait preuve d'une remarquable pertinence dans le choix de ses objectifs en s'attaquant avec succès aux personnages les plus corrompus et les plus haïs du régime. Si pour la population il n'y a qu'un seul front, celui-ci est actuellement divisé en trois tendances : tout en se réclamant de l'idéologie sandiniste, patriotique, nationaliste et démocratique, un dirigeant du Front déclarait il y a quelques mois : «Notre organisation a une idéologie sandiniste. Nous ne nions pas qu'être révolutionnaire c'est avoir pour instrument d'analyse, le marxisme léninisme, mais le sandinisme est l'expression vivante de cette analyse marxiste pour notre pays».

Une des tendances de la guérilla sandiniste, héritière des traditions de lutte de Sandino contre l'impérialisme américain, se réclame de la guerre populaire prolongée. Une autre tendance est favorable à l'insurrection populaire et opère plus particulièrement dans les villes. La tendance «terceriste», plus récente, développe depuis un an une politique d'ouverture avec le reste de l'opposition, dans un esprit d'union nationale et cherche des appuis auprès des régimes les moins réactionnaires de la région, Venezuela et Costa-Rica notamment (1). Le «Groupe des 12» serait assez proche de cette tendance «terceriste». Malgré ces divergences — il semble par exemple qu'à Matagalpa, il n'y ait pas eu de commandement militaire unique — la situation de luttes a créé

une dynamique d'action unitaire. Elle est d'autant plus nécessaire que Somoza essaie d'opposer les sandinistes au FAO (Front large d'opposition).

## UNE AGONIE QUI N'EN FINIT PAS

La situation au Nicaragua ces derniers jours a pris un tour pré-insurrectionnel dans plusieurs villes. Les luttes actuelles marquent de toute façon l'agonie du régime Somoza. Mais cette agonie peut encore s'éterniser : dans les jours qui viennent deux facteurs vont être décisifs : l'attitude des USA qui ne sont pas encore résignés à lâcher leur protégé, et celle de la Garde Nationale. Le «complot» déjoué la semaine dernière a été un premier avertissement sérieux. Mais la Garde dans son ensemble hésite à basculer de l'autre côté, tant ses privilèges sont liés à la survie du système Somoza. Le départ de Somoza n'est plus qu'une question de temps. Mais ce départ pourrait se solder par une alternative bourgeoise plus libérale sans passer par la participation au pouvoir des Sandinistes.

(1) Il existe des liens anciens avec Cuba qui a souvent servi de terre d'asile aux commandos sandinistes. Il serait pourtant très inexact de parler de dépendance à l'égard de Cuba. Les dirigeants actuels du Front, quelle que soit leur tendance, se montrent très pointilleux sur l'indépendance de leur mouvement, s'inspirant en cela de la tradition nationaliste du Front.



Iran : le soulèvement populaire s'étend

## A TEHERAN, 500 000 CONTRE LA DICTATURE

● La fin du Ramadan a été marquée dans tout l'Iran par des manifestations populaires imposantes. A Téhéran, une manifestation-monstre a rassemblé 500 000 personnes pendant 7 heures dans les rues de la ville. Il n'y avait pas eu de telles manifestations populaires depuis 25 ans dans la capitale. Les manifestants criaient leur colère contre ce régime haï par le peuple et affirmaient dans leurs mots d'ordre, leur détermination de poursuivre et d'étendre encore leur mouvement, jusqu'à la chute du dictateur sanguinaire. Le service d'ordre efficace

Vendredi soir, à la sortie des mosquées, les habitants de Téhéran pouvaient voir un spectacle devenu familier dans toutes les villes du pays depuis quelques mois : carrefours gardés par des véhicules militaires, rues barrées par des soldats en arme qui n'hésitent pas à tirer. C'était un soir comme les autres ou presque,

car le vendredi est un jour de prières et il s'agit du dernier vendredi de Ramadan ; les fidèles nombreux sortaient des mosquées après avoir entendu pour certains d'entre eux le discours de l'Ayatollah Allamah Nourri qui attaque violemment le régime et demande le départ du Shah. La présence de l'armée et de la police qui quadrillaient

mis en place par les organisateurs de cette puissante démonstration a empêché que la police et l'armée ne se livrent dans la capitale à la sauvage répression qui a fait 21 morts rien que dans la ville de Mashad.

Par ailleurs, l'Ayatollah Sharriat Madari a déclaré au cours d'une conférence de presse que passé un délai de 2 ou 3 mois, le gouvernement tomberait s'il ne donnait pas des garanties pour organiser des élections libres.

tout le quartier n'a pas empêché plusieurs dizaines de milliers de manifestants de se regrouper et de remonter une des avenues principales de Téhéran barée par la police et l'armée.

Les manifestants réclament le départ du Shah et scandent le nom du dirigeant religieux exilé en Irak : Khomeyni. La police tire des coups de pistolet,

l'armée fait crépiter ses mitrilles, les affrontements cesseront vers 2 heures du matin et feront plusieurs morts parmi les manifestants. Voilà la réalité de l'ouverture démocratique proclamée par le Shah, les masses populaires iraniennes constatent que l'armée et la police continuent d'assassiner, le changement de gouvernement n'y a rien fait : le nouveau Premier ministre est déjà aussi impopulaire que son prédécesseur. Le mouvement populaire ne veut pas négocier avec le Shah, c'est ce qu'a clairement dit l'Ayatollah Sharriat Madari lors de sa conférence de presse, samedi à Téhéran.

Il a adressé un ultimatum au Shah lui demandant d'accéder aux revendications populaires dans un délai de deux ou trois mois au plus tard, passé cette date, il serait renversé. Il a notamment déclaré : « Des élections libres doivent être organisées par un gouvernement qui a la confiance du peuple ».

L'opposition est unanime pour réclamer le départ du Shah.

Frank ROUSSEL



Argentine :  
4 Français libérés, 70 Argentins disparus récemment

## GISCARD CAUTIONNE VIDELA

Quatre Français libérés des geôles du régime fasciste de Videla sont arrivés à Paris lundi soir. Ils n'ont pas fait de déclaration mais prévoient une conférence de presse. Onze autres Français restent « disparus », c'est-à-dire enlevés ou assassinés par la police, parmi eux, deux religieux.

Cette mesure, négociée par l'intermédiaire de l'avocat giscardien Miquel, a été annoncée à grand bruit, avec une lettre solennelle de Videla à Giscard. Barre a profité des festivités du Vatican pour rencontrer le dictateur argentin. Après le formidable écho rencontré par la campagne du COBA, l'impérialisme français ne peut développer ses fructueuses relations économiques

avec Videla sans paraître se soucier tant soit peu de la situation des prisonniers politiques. Ainsi, Giscard cautionne une campagne de la junte visant à donner l'image d'une « libéralisation » en Argentine. Tel n'est pas l'avis d'Amnesty International qui nous a fait parvenir ce communiqué :

[...] Amnesty International trouve que pratiquement aucune amélioration n'a été apportée à la situation des Droits de l'Homme en Argentine, malgré la sensibilisation de l'opinion internationale à l'occasion de la Coupe du Monde de Football.

Selon un rapport reçu par l'Organisation, les forces de sécurité et de police sont directement impliquées dans les enlève-

ments. Parmi les 70 cas de disparitions signalés dans les cent derniers jours, il faut noter :

— L'enlèvement de Rolando Garcia, Secrétaire du Syndicat des Chauffeurs de Taxis, qui avait participé au mois de juin à la réunion du Bureau International du Travail à Genève ;

— L'enlèvement de la psychologue Sylvia Criado et de son mari alors qu'ils assistaient à une réunion pour la libération de la Présidente de l'Association de Psychologues de Buenos Aires, Béatrice Perosio, disparue le 8 août à Buenos Aires ;

— La disparition le 17 août à Buenos Aires de 2 membres du Parti Communiste Marxiste-Léniniste Argentin, Roberto Cristiano, un sociologue de 36

ans, militant syndical et Elias Seman, 44 ans et Président de ce parti.

Amnesty International a aussi appris la mort d'Oswaldo Sigfrido de Benedicti, détenu officiellement depuis quelques mois. Malgré les inquiétudes formulées au sujet de son état de santé, il avait été plusieurs fois transféré d'une prison à l'autre. Le 27 juillet, sa famille a été informée qu'il avait été tué par balles lors d'une tentative d'évasion d'une prison de la province de Tucuman. Depuis le début de l'année, de nombreux prisonniers ont disparu des prisons où ils étaient officiellement détenus et leurs familles n'ont pu obtenir des explications satisfaisantes de la part des autorités.

Maroc

## L'opération du 27 août revendiquée par le F. Polisario

La semaine dernière, Hassan II avait fait état d'affrontements militaires entre l'armée marocaine et « des éléments de l'armée régulière algérienne » à Sidi-Asmara, province du Sud du Maroc le 27 août. Le gouvernement algérien avait réfuté ces accusations.

Samedi dernier, au cours d'une conférence de presse à Alger, Omar Hadrami, dirigeant du Front Polisario a déclaré que le mouvement de libération revendiquait l'opération dont fait état le Maroc : « L'opération armée menée le 27 août par l'Armée de libération populaire sahraouie contre une colonne des forces monarchistes est une réponse à la guerre d'agression et d'occupation de notre patrie que mène le roi Hassan II ». De plus, il a fait le bilan des opérations menées par le Front Polisario contre les troupes marocaines durant le mois d'août : 360 soldats marocains tués, 35 faits prisonniers, 250 blessés, des armes et des véhicules militaires récupérés.

En mettant en cause l'Algérie, Hassan II poursuivait sa politique habituelle qui consiste à nier purement et simplement

l'existence du peuple sahraoui et de son mouvement de libération, le Front Polisario. Mais il s'agissait pour lui par cette provocation, de relancer la tension dans la région, alors que le nouveau régime mauritanien semble toujours prêt à s'engager dans un processus de paix séparé avec le Front Polisario. Depuis juillet, le cessez-le-feu proposé unilatéralement par le Polisario sur le front mauritanien a été respecté de part et d'autre. La semaine dernière, le ministre mauritanien des Affaires Etrangères, en visite en Espagne, réaffirmait que son gouvernement recherche « une solution juste, pacifique, durable ».

Pour tenter de remédier à son isolement croissant dans une guerre qu'il est désormais seul à mener, Hassan II voulait provoquer une crise avec l'Algérie. Il avait l'intention, à cette occasion, d'appeler à son secours l'impérialisme français, très engagé dans une politique de médiation depuis le coup d'Etat en Mauritanie et la visite du ministre algérien Bouteflika à l'Élysée. Pour le moment, la manœuvre du roi marocain semble avoir échoué.

## ● Tunisie : proces des syndicalistes

Après la décision rendue par la Cour d'Appel de Sousse, les 101 syndicalistes de cette ville devront être jugés à nouveau par la Cour de Sureté de l'Etat. Habid Achour ainsi que les autres membres de la direction de l'UGTT seront également jugés par la Cour de Sureté de l'Etat à Tunis où ils sont détenus à la prison civile depuis 7 mois.

## ● Italie : l'austérité pour trois ans

Le gouvernement italien vient de présenter un plan d'austérité de trois ans (1979-1981) qui se conforme aux recommandations du Fonds Monétaire International. Il s'agit notamment de mesures de restriction des dépenses publiques (Sécurité Sociale, santé, subventions aux municipalités et aux régions). Ce plan prévoit également une réduction du « coût du travail », c'est-à-dire une limitation des salaires. Le PCI qui soutient le gouvernement est associé à la discussion et à l'élaboration de ce plan.

De leur côté, les directions syndicales lancent une campagne pour l'auto-limitation du droit de grève par les travailleurs. Marianett, dirigeant révisionniste de la CGIL a déclaré que le mouvement syndical était « maintenant conscient de la nécessité de limiter le recours à la grève ».

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76



# 1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*  
Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

- **LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG**  
OU
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzl)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Svrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

#### LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne  
5 rue Félix Guet (10 %)

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....  
Date : .....

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3 <sup>e</sup> )
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1 <sup>er</sup> )
Metz	Librairie Géronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que le *Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe.

Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonnés-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-ami» du *Quotidien du Peuple* !

#### CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5 <sup>e</sup> ) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5 <sup>e</sup> ). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5 <sup>e</sup> ) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1 <sup>er</sup> .
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2 <sup>e</sup> ) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1 <sup>er</sup> ) (tarif. étud.)





## PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 5 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Les chemins de la renommée  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La poursuite mystérieuse. Film TV canadien  
 21 h 50 - La France de Michelet  
 22 h 50 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Tob club vacances  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Spécial première. Film américain de Wilder. Comédie  
 23 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Télévision régionale  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Le défi de Tarzan. Film américain de Day en version française  
 21 h 55 - Journal et fin

Mercredi 6 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Les chemins de la renommée : le violoncelliste Pablo Casals.  
 19 h 50 - Tirage du Loto.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 30 - Le retour de Jean. Film TV.  
 22 h 00 - Médecins dans frontières. Au Tibesti avec le Frolinat, dans un quartier de Beyrouth au Liban, et dans trois camps de réfugiés en Thaïlande.  
 23 h 15 - Journal et fin.

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Top club vacances  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Moi, Claude l'empereur  
 21 h 30 - Question de temps. Spécial Cuba 78 : reportage de Franck Cassenti ; commentaires de Régis Debray. L'orchestre national de France au Japon. Musique de Berlioz.  
 22 h 35 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Télévision régionale  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - L'Atlantide. Film de Georg Wilhelm Pabst (1932). Avec Brigitte Helm, Pierre Blanchar. Aventures romanesques.  
 22 h 05 - Journal et fin.

## CENSURE D'UN FILM PRO - CUBAIN

● Mercredi dernier, Antenne 2 avait programmé un court métrage sur le festival de la jeunesse à Cuba réalisé par Franck Cassenti, cinéaste membre du PCF, et Régis Debray. Au dernier moment, la télévision a annulé la projection. Le PCF a émis immédiatement les plus vives protestations ; ce lundi, le réalisateur présentait le film à la presse.

Au départ, c'est la télévision qui a commandé ce film à Cassenti pour l'émission *Question de temps*. La veille de la diffusion, la rédaction d'Antenne 2 refusait de passer le film, officiellement pour des raisons de qualité : il était, disait-on, « plat et mou ». Venant des responsables des programmes télévisés, une telle affirmation fait plutôt sourire : ils ne nous avaient pas habitués à une telle rigueur sur la qualité : Guy Lux n'est pas encore au chômage.

Nous sommes allés voir ce film décrié par les uns, porté aux nues par le PCF qui a immédiatement répliqué, faisant donner, dans l'ordre, son bureau de presse, la direction de la JC (c'est la même chose), l'UNCAL (c'est encore la même chose), et Ducloné vice-président du groupe PCF de l'Assemblée nationale, qui a même posé une question écrite au ministre de la Culture et de la Communication. Selon sa tradition habituelle, le PCF se met en quatre pour protester contre la censure... quand c'est lui qui est visé.

Cuba, qu'est-ce que c'est ? Après avoir vu le court métrage, présenté à la presse ce lundi par le réalisateur, on serait tenté

de répondre : Cuba, c'est des gens qui dansent, qui tapent du tambour, qui s'amusent. Et, intercalés au milieu, quelques extraits du discours de clôture de Castro. Dans l'ensemble, il ne déroge pas trop aux règles en usage à la télévision : large utilisation du folklore, qui sert à faire passer, parfois grossièrement, la thèse politique. A l'arrivée du cinéaste, tambours et castagnettes. « *Ma première impression, en arrivant à Cuba, a été une impression sonore* (en-

chanté) ; *ma seconde impression a été la chaleur* (au fait !) ». Gros plan sur un groupe de Cubains noirs : « *Ma troisième impression a été que les Cubains sont un peuple noir : j'ai compris tout ce qui reliait Cuba à l'Afrique* ». Ben voyons ! Ce sont sans doute des troupes folkloriques que Castro a envoyées en Angola, en Ethiopie et ailleurs. On ne saura rien des contradictions qui se sont fait jour dans le cours du festival : on ne verra guère les délégations que quand elles applaudissent Castro ; dans la foule, de jeunes Cubains en tenue militaire saluent le « leader » en brandissant leurs armes. Commentaire : « *On pourrait croire à une militari-*

*sation de la jeunesse cubaine ; en fait, ils veulent défendre leur patrie à 180 km des côtes de Floride* ». Oui, bien sûr, et même beaucoup plus loin.

Répondant aux questions de la presse, Cassenti a tenté d'expliquer les manques de son film... par la brièveté prévue de l'émission : « *En 27 minutes, on ne pouvait pas tout montrer* ». L'argument ne convaincra guère. On a eu droit à une apologie de Cuba et de ses expéditions en Afrique, le tout noyé dans un sirop exotique destiné à faire passer le morceau : un mauvais film au service d'une mauvaise cause.

François NOLET



## imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

1<sup>er</sup> épisode

UN PATRON PAS COMMUN

IL ETAIT UNE PETITE IMPRIMERIE...

Sous le sigle de l'IMRO, l'Imprimerie Rouennaise était une entreprise qui avait grandi, grandi pour finalement disparaître un jour. IMRO, c'était une imprimerie créée dès 1936 qui en absorbera de nombreuses autres. C'était le modèle même de la moyenne entreprise familiale, montée de toutes pièces, au départ avec une demi-douzaine d'ouvriers, par un patron dont la mort soudaine laissera à son fils « un jouet coûteux et encombrant » comme l'expliquera « *Le Monde* » (20-1-1976).

En 1973, le chiffre d'affaires restait très élevé, près d'un milliard d'anciens francs par an, alors que l'entreprise n'avait aucun service commercial, aucun représentant ! Une centaine d'ouvriers y était employée. L'entreprise occupait, malgré ces limites, une place importante dans la clientèle typo des régions de Rouen et Paris. Le type de travaux qui y était réalisé allait du faire-part de naissance en passant par les revues techniques jusqu'aux ouvrages d'art de luxe. L'entreprise se contentait de vivre sur sa réputation, sur la qualité des travaux que nous y effectuions, c'est-à-dire notre travail. Depuis de nombreuses années, aucun investissement dans du nouveau matériel n'était réalisé. Ainsi, nous n'avions qu'une petite machine offset alors que ce procédé d'impression nous aurait permis de pénétrer sur la moitié du marché de l'imprimé que représente ce nouveau type d'impression.

A cette mauvaise gestion patronale — quoique ce terme nous ennuie car nous n'aimons guère entrer dans le jeu et les combines des gestionnaires... ou de ceux qui souhaiteraient le devenir — la restructuration qui existe dans le Livre a conduit à la disparition de l'imprimerie.

Nous vivons dans une société où l'héritage fait la valeur de l'homme. La raison de l'argent étant toujours la meilleure, un patron possède tous les droits, notamment le droit de décider de la vie de ses ouvriers. « *Quand un ouvrier se trompe, le patron le licencie ; quand le patron se trompe, il licencie ses ouvriers* ». Jean-Louis Bellanger héritera donc un beau jour de ce « jouet coûteux et encombrant ». L'imprimerie vivait tant bien que mal sur sa réputation. Pourquoi diable troubler son sommeil pour développer la clientèle puisque les profits tombaient ? Bellanger jouait la carte du laisser-faire car, de fait, la boîte ne l'intéressait que fort peu. Aussi ne fut-il pas surprenant que le comptable de l'époque profita de la situation pour détourner des sommes importantes... malgré les remarques répétées des ouvriers du C.E. ! Entre ce comptable et Bellanger, un arrangement à l'amiable se fit car dévoiler ces choses-là sur la place publique aurait été du plus mauvais effet face à cette vieille bourgeoisie rouennaise avec laquelle Bellanger était justement fort lié !

UN PRINTEMPS EN 68

En avril 1968, les travailleurs de l'IMRO luttèrent pour des revendications salariales. En utilisant les formes de grève en cascade. (à la typo, un copain revenait prendre son travail pendant qu'un autre se mettait en grève durant trois ou dix minutes et d'autres encore s'approprièrent à rentrer ni plus ni moins chez eux. Les chefs étaient horrifiés car ils n'y comprenaient plus rien et cela les inquiétait : comment vérifier les fiches de temps de travail ? Les patrons, c'étaient des « *Mais bon sang, vous ne pouvez pas faire comme d'habitude, une heure ou une journée tous ensemble ? Aux clients on ne peut même pas leur dire quand ils auront leurs commandes* »), ils obtinrent satisfaction sur leurs revendications : 8,5 % d'augmentation.

Mai 68. Sur les barricades, les étudiants se font sauvagement matraqués. Dans la grande banlieue de Rouen, Renault-Cléon est occupé par les travailleurs qui seront rejoints le lendemain par des centaines de milliers de grévistes. Nationalement, la Fédération française des Travailleurs du Livre — C.G.T. — souhaiterait éviter une confrontation avec le patronat de l'imprimerie au point qu'il n'y aura aucun mot d'ordre de grève de prononcé. Les travailleurs de l'IMRO avaient décidé de se mettre à nouveau, et immédiatement en lutte en occupant cette fois-ci l'imprimerie. Cette première occupation ne verra rien de significatif se révéler. L'organisation syndicale traçait la voie à suivre, on tapait la belote, on vendait les pommes de terre, bref c'était la vie de famille. On était parti pour suivre le mouvement dans l'euphorie et l'allégresse parce qu'on attendait déjà la naissance d'un monde nouveau. Dès cette époque quelques idées avaient germé, notamment celle de réaliser des tracts pour la section locale du Livre en utilisant les presses à épreuves, car on osait pas encore faire fonctionner les plus importantes, celles qui marchent toutes seules. La nuit, les copains suivaient sur un plan l'évolution des flics qui évacuaient les barricades du quartier Latin : on était spectateur.

C'est également pendant ce mois de mai qu'il y aura les premiers heurts avec ceux que nous nommerons par la suite les « gants blancs » et, pour être plus précis, les fonctionnaires syndicaux. En effet, alors que les travailleurs se refusaient à faire paraître le quotidien local, il faudra toute l'insistance et la persuasion des délégués syndicaux pour que les ouvriers acceptent de sortir le journal car, sinon, « *il ne restait plus que la télévision comme moyen d'information* ».

A suivre



# UN EMPLOI POUR FABRE

● Chacun s'y attendait, Fabre a confirmé à sa sortie de l'Élysée lundi qu'il acceptait la mission proposée par Giscard le 4 août. Ainsi, quasiment officiellement, celui qui était il y a encore six mois un des principaux leaders du Programme commun devient le « Monsieur chômage » du gouvernement. Ce ne sont évidemment pas les « mesures » envisagées par le président d'honneur du MRG qui apporteront une

quelconque solution au problème du chômage. En revanche, s'il est quelque chose à retenir à ce sujet, c'est l'opération politique assez bien réussie qu'elle représente pour Giscard. On sait en effet que l'ex-président des Radicaux de gauche est loin d'être complètement isolé au sein de son mouvement, « et même plus largement auprès des courants les plus centristes du PS.

En ce qui concerne la mission à proprement parler de Fabre, on ne peut s'empêcher de sourire. N'a-t-il pas déclaré à plusieurs reprises que sa mission se faisait « en toute indépendance » et qu'il ne l'avait acceptée qu'à la condition que Giscard lui « donne les moyens » de faire ses propres propositions ? Or, force est de constater en lisant la lettre que Giscard lui a adressée que ce n'est là que fanfaronnade ; et cela pour deux raisons. En premier lieu parce que Giscard a délimité avec une certaine précision dans quelles directions devaient être orientées les « propositions » de son nouveau chargé de mission ; en second lieu parce que, quoiqu'en dise Fabre, il se retrouve directement associé au gouvernement : « Il serait utile », écrit Giscard, que vous preniez contact avec le premier ministre et les ministres compétents.



Sur le premier point, les orientations de Giscard

pour camoufler le chômage sont les suivantes : développement du travail à temps partiel, définition des conditions auxquelles les travailleurs qui accè-

dent à la retraite peuvent continuer à exercer une activité et enfin, le développement de la mobilité des jeunes et la possibilité de faire alterner l'apprentissage d'un métier ou les études avec des stages pratiques. Ces propositions ne brillent pas par leur nouveauté... Il y a donc une autre raison à ce que cette mission ait été confiée à Fabre.

points d'appui les plus faibles de feu l'Union de la gauche ; l'éviction de Fabre de la présidence du MRG lors du congrès extraordinaire du mouvement au printemps dernier fournissait une occasion rêvée. Sans doute Giscard pense-t-il ainsi « amorcer la pompe » et favoriser les multiplications des émules de Fabre.

Bien différente est naturellement la prise de position assez sévère du PCF qui voit d'un très mauvais œil le rapprochement de Fabre avec Giscard.

Pourtant, Fabre a toujours été un politicien bourgeois, au service de bourgeois. Marchais a caché cette vérité première pendant des années, présentant le vieux radical comme un allié des travailleurs.

## REMOUS A GAUCHE

Giscard a eu l'habileté de proposer pour cette mission, un thème préoccupant tout le monde. C'est notamment sur cette question que l'idée d'un consensus de tout le pays a quelque chance de passer. Une fois le thème défini, il fallait trouver pour animer cette opération les

## Fiterman et les élections du Pas-de-Calais

Il a dû y avoir de bien gros remous dans la fédération PCF du Pas-de-Calais, devant la claqué magistrale infligée à la candidate PC aux législatives partielles de dimanche dernier : Charles Fiterman, secrétaire du C.C., s'est cru obligé en effet d'élaborer, deux jours après, une « déclaration » en forme d'auto-critique ! « Une partie de nos électeurs a sans doute considéré qu'il aurait fallu faire du député invalide le candidat d'Union de la gauche dès le premier tour et l'a manifesté dimanche en votant pour celui-ci. Des camarades du Pas-de-Calais avaient perçu ce sentiment et nous en avons fait part avant le scrutin en estimant qu'il était légitime. Nous pensons qu'ils avaient raison... »

## Instantanés

A l'entrée de la place Gambetta, sur l'avenue du même nom, une file de voitures patiente, en attendant le feu vert. Ça y est, la première voiture démarre, la deuxième, une 204 bleu clair, n'a pas fait cinq mètres quand un coup de sifflet la stoppe. Un flic s'approche. Pourquoi donc cette intervention ? Le conducteur visiblement n'a commis aucune infraction au code de la route. Serait-ce une opération de contrôle systématique d'identité, un barrage de police ?

Non plus. Il y a bien un nombre important de flics dans les parages, mais rien d'étonnant à cela : le commissariat du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris est à deux pas. Le flic est intervenu

seul, et seule la 204 a été arrêtée. Ses quatre occupants doivent présenter leurs pièces d'identité. Tous les quatre sont des travailleurs immigrés...

Le flic examine longuement soigneusement les papiers, les cartes de séjour et de travail. Leurs possesseurs affichent un visage tranquille : leurs papiers sont en règle. Un léger sourire leur vient même aux lèvres : en face d'eux, le flic se renfrogne de plus en plus ; rien à redire à ces fichus papiers !

Papiers de la voiture ! Là encore, rien à signaler. Si, pourtant : « La photo, là, sur le permis, pourquoi elle est déchirée ? » En retirant le permis du porte-carte, la photo a été, bien légèrement, abimée sur un bord. C'est tout simple et le conducteur a du mérite à conserver un ton poli face à la mauvaise foi agressive du flic.

Ce dernier ne désarme pas. Un silence, le temps de trouver une nouvelle inspiration « D'abord, qu'est-ce que vous faites là,

dans Paris, puisque vous habitez en banlieue ? ».

— « Qu'est-ce que ça peut vous faire ? C'est interdit de venir de banlieue ? »

Cette fois la réponse a fusé, sèchement. L'intimidation ne réussissant manifestement pas, le flic cherche... Sur une voiture, n'y a-t-il pas toujours un petit quelque chose qui cloche ? En faisant le tour de la 204, le flic arrive devant la plaque minéralogique. Les sourcils froncés

## Pour le désarmement : manifestation Place Rouge

Sept Américains ont été violemment arrêtés par la police de Brejnev parce qu'ils manifestaient pour le désarmement de l'URSS. De nombreux journalistes occidentaux avaient été conviés au rassemblement ; ils ont également été arrêtés et brutalisés par la police.

Avant de manifester, le responsable du groupe avait déclaré : « Nous avons manifesté contre notre propre gouvernement pour le désarmement nucléaire ; maintenant, nous manifestons contre l'URSS. »

## Flic-fliqué

Selon le magazine espagnol *Cambio 16*, le ministre de l'Intérieur de Juan Carlos, Martin Villa, est placé sur table d'écoute. Des flics mécontents à la suite de plusieurs attentats qui les avaient pris pour cible ont même menacé de porter plainte contre leur ministre car, selon eux, il avait tenu au téléphone des propos infamants à leur égard.

## Un mort dans le bureau de Jean-Paul 1<sup>er</sup>

Décidément, le micro-climat de la cité du Vatican est néfaste, cet été, aux gens d'église. Après la mort de Paul VI et celle du cardinal de Taiwan venu au conclave, c'est le métropolite orthodoxe Nicodine de Léningrad qui est mort ce mardi matin, à Rome. L'extrême-onction lui a été délivrée par le successeur de Saint-Pierre lui-même : le métropolite a succombé en effet dans le bureau même de Jean-Paul 1<sup>er</sup> au cours d'un entretien privé.

## Rome : manifestation contre Videla



Peu avant la cérémonie pour le Pape, des manifestants se sont rassemblés sur la place St Pierre de Rome pour protester contre la venue du tortionnaire argentin Videla. Ils ont été dispersés par la police.

# Flic et pas raciste...

sous le képi se détendent. Joie visible de l'agent : « Le numéro a été fait à la main ! C'est pas réglementaire ! Ça va vous coûter 120 F ! »

Entre la simple remarque et l'amende, il y a une marge. Le conducteur ne s'y trompe pas.

— « C'est parce qu'on est immigrés que vous nous mettez une amende ! »

— C'est vous qui êtes racistes ! rétorque le flic, que la vérité n'étouffe guère.

— Moi le racisme, je ne savais même pas ce que c'était avant de venir en France ! »

Mais, le flic ne réagit plus, il verbalise.

Lui, « l'anti-raciste » ne rentrera pas bredouille au commissariat.